



UNION INTERPARLEMENTAIRE
122^{ème} Assemblée et réunions connexes
Bangkok (Thaïlande), 27 mars - 1^{er} avril 2010



Conseil directeur
Point 7

CL/186/7c)-R.1
26 février 2010

RAPPORTS SUR DE RECENTES CONFERENCES ET REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

**c) REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE**

***Les parlements se préoccupent de l'agriculture, de la faim et de l'insécurité alimentaire
en temps de crise mondiale***

(Rome, 13 novembre 2009)

1. L'UIP et le Parlement italien ont organisé conjointement une réunion parlementaire à l'occasion du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Y ont participé plus de 160 parlementaires de 45 pays.
2. Le Président de l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab, a prononcé le discours d'inauguration, dans lequel il a rappelé aux participants les émeutes qui avaient éclaté dans des villes du monde entier en raison de la montée en flèche du prix des denrées alimentaires. Les parlementaires sont convenus que, pour garantir la stabilité sociale et la paix, il fallait traiter d'urgence la question de l'insécurité alimentaire. En raison de l'interdépendance des politiques agricoles, le problème de l'insécurité alimentaire ne saurait être réglé sans s'occuper d'abord du contexte où elles s'inscrivent. Le XXI^{ème} siècle a certes vu nombre de progrès techniques et scientifiques mais certains de nos congénères ne jouissent pas du droit le plus fondamental de tous, le droit à l'alimentation. De surcroît, en temps de crise (crise financière et crise environnementale causée par les changements climatiques), il est encore plus difficile de lutter contre l'insécurité alimentaire.
3. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, M. Olivier de Schutter, a conduit un débat riche et animé avec les parlementaires, qu'il a engagés à se mobiliser pour assurer la sécurité alimentaire. La Directrice du Centre d'études sur la sécurité alimentaire de l'Université Ryerson, au Canada, Mme Cecilia Rocha, a évoqué les mesures que le Brésil avait mises en place avec succès pour lutter contre la faim. Une volonté politique forte, une participation active de la société civile, une approche globale du problème et l'appui sans faille du Parlement brésilien avaient permis d'obtenir des résultats concrets et mesurables.

4. Les participants ont souligné que le monde continuerait à vivre une grave crise alimentaire. Ils sont convenus qu'il y avait plusieurs problèmes à régler et pas uniquement celui de la production alimentaire, mais aussi des problèmes touchant à la distribution, des petits paysans aux marchés, au prix des denrées, à leur qualité et leur diversité, aux inégalités sociales et à la pauvreté, à la marginalisation des femmes et aux inégalités entre hommes et femmes, à l'insécurité et aux conflits, ainsi qu'à l'inefficacité des programmes et à la corruption. Face à ces difficultés, les parlementaires ont défini une série de recommandations claires et ont décidé de s'emparer du problème et d'adopter des cadres législatifs et des stratégies nationales pour protéger le droit à l'alimentation. L'émancipation des femmes étant un élément clé de ces efforts, il a été convenu que les parlements devaient adopter des lois sur l'accès des femmes à la terre, au crédit et aux marchés. Ils devaient aussi donner au développement de l'agriculture la place qui lui revient dans le budget, réexaminer les politiques agricoles en vigueur au vu des changements climatiques et promouvoir des politiques et des méthodes moins nocives pour le climat, surveiller la mise en œuvre des programmes de manière à s'assurer qu'ils répondent bien aux besoins des populations les plus vulnérables et contrôler l'effet des accords commerciaux sur le droit à l'alimentation.

5. Face aux difficultés immenses auxquelles le monde est confronté en matière de sécurité alimentaire, les parlementaires ont réitéré leur conviction que, en travaillant de concert, ils pouvaient concourir efficacement au règlement de problème.